

Editorial du « Monde » : sombres nuages sur le Brexit

Editorial. Si les négociations officielles ont commencé depuis bientôt cinq mois et doivent être bouclées d'ici à octobre 2018, la situation reste chaotique et augmente le risque de voir le Royaume-Uni sortir de l'UE sans aucun accord.

LE MONDE | 14.08.2017 à 11h39 • Mis à jour le 15.08.2017 à 18h57



A Londres, le

25 juin 2016. JUSTIN TALLIS / AFP

Editorial du « Monde ». Et si les « experts », tant dénigrés par les partisans du Brexit, avaient finalement raison ? Progressivement, leurs sombres prédictions sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne se concrétisent.

L'économie britannique est en plein ralentissement, avec une croissance de l'ordre de 0,3 % par trimestre, deux fois plus faible qu'au moment du référendum en juin 2016. Les ménages réduisent leur consommation. Les grandes entreprises ralentissent leurs investissements, ne sachant pas de quoi l'avenir sera fait. Et la plupart des grandes banques de la City annoncent l'emplacement de leur siège post-Brexit : Francfort domine, mais Paris, Amsterdam, Dublin et Madrid recueillent aussi les faveurs de quelques établissements.

Il ne faut pas grossir le trait. On est loin d'une récession, et le nombre de banquiers qui vont quitter la City ne devrait pas dépasser une quinzaine de milliers, dans un premier temps. Le Royaume-Uni peut faire face à ce genre d'à-coup. Du moins pour l'instant. Car ce n'est qu'une première étape. Les experts honnis avaient prédit une dégradation en deux temps : d'abord des remous pendant l'actuelle période de transition, puis, après la sortie effective de l'Union européenne, des problèmes économiques dont l'ampleur dépendra du type d'accord que Londres trouvera avec Bruxelles.

Lire aussi : [Banque : la géographie post-Brexit se dessine](#)

Or, de ce côté-là, ça patine sérieusement. Les négociations officielles ont commencé depuis bientôt cinq mois. Michel Barnier, le négociateur européen, a prévenu : tout doit être bouclé d'ici à

octobre 2018, pour laisser ensuite le temps aux Vingt-Sept de ratifier l'accord. Il reste donc à peine plus d'un an pour parvenir à un accord.

Pourtant, le gouvernement britannique n'a toujours pas défini clairement sa position de négociation. Il a bien fait part de deux objectifs : sortir du marché unique européen et de l'union douanière. Mais la façon précise d'y arriver reste d'un flou complet. Londres n'a publié qu'un seul document détaillé, concernant le sort des expatriés européens après le Brexit, immédiatement jugé insuffisant par Bruxelles.

« La porte de derrière »

Cette semaine, alors que la première ministre, Theresa May, rentre de vacances, deux autres documents devraient enfin être rendus publics : l'un sur la situation très compliquée de l'Irlande du Nord, l'autre sur la question de l'union douanière. Rien n'est en revanche attendu sur le sujet crucial de la facture du divorce à payer à l'UE, dont Bruxelles a pourtant fait un préalable dans ces négociations.

Le flou des Britanniques est partiellement tactique, pour éviter de se dévoiler trop vite. Mais c'est aussi le reflet de profondes divisions politiques internes. M^{me} May est très affaiblie par son revers aux législatives de juin et l'été a été émaillé de controverses publiques entre ministres, les uns plaidant pour une longue période de transition, jusqu'en 2021 ou 2022, les autres craignant qu'un tel délai soit un piège pour rester dans l'UE « *par la porte de derrière* ».


Lire aussi : [Brexit : le Royaume-Uni ne restera pas dans l'UE via une « porte dérobée »](#)

Cette situation chaotique, alors que le compte à rebours des négociations est enclenché, augmente le risque de voir le Royaume-Uni sortir de l'UE, fin mars 2019, sans aucun accord. S'il n'est pas le plus probable, ce scénario ne peut plus être exclu. Il serait catastrophique économiquement, sans même évoquer ses répercussions politiques et géopolitiques. Pour le plus grand malheur des Britanniques, les experts pourraient de nouveau voir leurs prévisions négatives confirmées.

Le Monde

17 août 2017

LA transgression sans précédent DE DONALD tRUMP

 Qu'ils le veuillent ou non, les Américains ont été obligés de s'habituer aux provocations assumées, aux saillies à l'emporte-pièce et aux Tweet intempestifs de Donald Trump, incessants depuis son installation à la Maison Blanche, il y a huit mois. Mais il semble bien que la tempête soulevée depuis quatre jours soit en passe de créer une rupture irrémédiable entre le président des Etats-Unis et les valeurs fondamentales qu'il est censé incarner et défendre.

L'affaire, on le sait, remonte au samedi 12 août. Ce jour-là, l'extrême droite américaine la plus activiste – suprémacistes blancs, néonazis, antisémites et membres du Ku Klux Klan, nombre d'entre eux lourdement armés – avait décidé, après plusieurs rassemblements ces derniers mois, de faire une démonstration de force à Charlottesville (Virginie). Le prétexte était la défense de la statue de Robert E. Lee, chef militaire des sudistes durant la guerre de Sécession, que la municipalité a décidé de déboulonner. Mais pour cette " alt-right " raciste, encouragée par l'élection de Donald Trump, il s'agissait de se compter et de frapper les esprits. Après des affrontements violents avec les militants antiracistes, la démonstration s'est terminée de façon

dramatique, un jeune manifestant d'extrême droite ayant foncé avec sa voiture dans la foule, tuant une jeune femme et blessant gravement une vingtaine de personnes.

La réaction du président américain, comme souvent erratique et imprévisible, menace désormais de cristalliser contre lui une indignation qui dépasse largement le camp de ses opposants politiques. Dès le lendemain des affrontements de Charlottesville, Donald Trump a renvoyé dos à dos les deux camps, condamnant de la manière la plus ferme "*cette énorme démonstration de haine, de sectarisme et de violence venant, a-t-il martelé, de diverses parties*".

Devant le malaise et l'indignation provoqués par cette déclaration, le président américain a semblé changer d'attitude. Lundi 14 août, la Maison Blanche rendait publique une déclaration assurant que sa condamnation de la veille incluait "*bien sûr, les suprémacistes blancs, le Ku Klux Klan, les néonazis et tous les groupes extrémistes*". Mais le naturel est revenu au galop, mardi.

Comme exaspéré par les multiples commentaires jugeant sa réaction tardive et ambiguë, M. Trump a réitéré son premier jugement. Depuis sa Trump Tower new-yorkaise, il a réaffirmé qu'il y avait eu, à Charlottesville, "*des torts des deux côtés*", mettant sur le même plan l'extrême droite et une extrême gauche (une "*alt left*" inventée pour l'occasion) "*très très violente*". L'un des responsables du Ku Klux Klan n'a pas tardé à saluer cette condamnation des "*terroristes de gauche*", tandis que plusieurs responsables des républicains, et jusqu'au chef des marines, dénonçaient ce nouveau revirement.

Car la faille est profonde. En éta-blissant une équivalence entre les mouvements antiracistes et une extrême droite pure et dure (qui l'avait ostensiblement soutenu durant sa campagne et dont il avait déjà tardé, à l'époque, à se démarquer), Donald Trump assume une transgression sans précédent. Il a été élu à l'instinct, en rupture avec l'histoire des Etats-Unis et en guerre contre la "*bien-pensance*", surfant sur les mauvais démons d'une Amérique blanche hérissée par sa transformation en une nation multiculturelle. Il entend, à l'évidence, user des mêmes ressorts pour gouverner le pays. Pour le meilleur, veut-il croire. Pour le pire, hélas.